

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

**NON à la
GUERRE
en AFRIQUE !**

Tiré à part d'Informations ouvrières - 21 août 2023

« Avec des alliés comme ça,
on n'a pas besoin d'ennemis »

Lucien Gauthier

C'est la phrase d'un haut dignitaire français à propos de l'attitude des USA au Niger citée par *Le Figaro* (14 août). Tout le monde parle des Russes, des Chinois, mais il y a surtout les Américains. Sous le titre « *Après le putsch au Niger, la France craint d'être doublée par son allié américain* », *Le Figaro* écrit : « *Les Américains ont rapidement condamné une option militaire. "Il n'y a pas de solution militaire acceptable", déclarait Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine. (...)* Victoria Nuland (une haute diplomate américaine, Ndlr) célèbre en Europe pour son "Fuck the EU" prononcée en Ukraine en 2014, avait préalablement conditionné sa venue à une rencontre avec le président Bazoum. Le refus des putschistes n'a finalement pas entravé sa visite. L'arrivée prochaine au Niger de l'ambassadrice Katleen Fitzgibbon dont la nomination a été validée le 27 juillet 2023, le lendemain du coup d'Etat, après un an et demi de vacance du poste, "c'est quasiment une reconnaissance officielle", juge un observateur. Un diplomate français explique : ils (la junte) savent que sans la capacité de surveillance américaine, tous leurs efforts pour combattre les jihadistes sont vains. (...) Les Etats-Unis pensaient disposer d'un atout de taille auprès des putschistes en la personne du général Barmou, "our guy" (notre gars) disaient les militaires américains pour faire référence à l'ancien commandant des forces spéciales devenu chef d'état-major de l'armée formé par les Etats-Unis. C'est d'ailleurs cet officier que Victoria Nuland a rencontré lors de son passage à Niamey. »

Et d'ailleurs la Cédéao, qui avait annoncé une intervention militaire rapide au Niger, privilégie maintenant la solution diplomatique, alors que le gouvernement Macron poussait à l'intervention.

Mais il serait erroné de croire que les Etats-Unis vont établir une domination sur l'Afrique de l'Ouest comme la France l'avait fait du temps de la Françafrique. La situation n'est plus la même : différents impérialismes et des monopoles se combattent pour le pillage de l'Afrique, provoquant des guerres dans plusieurs pays du continent. Et puis, et c'est là un élément essentiel : il y a les peuples qui se dressent pour chasser la domination néocoloniale. On l'a vu au Mali, au Burkina Faso et maintenant au Niger et dans d'autres pays également. ■

Que se passe-t-il au Niger ?

■ Interview d'un responsable syndical



Le 30 juillet, des citoyens se rassemblent devant l'Assemblée nationale à Niamey.

Le 26 juillet, un coup d'Etat d'une branche de l'armée s'est déroulé au Niger. Que s'est-il passé, que revendiquent ceux qui l'ont organisé et quelles sont les réactions de la population ?

Effectivement, dans la matinée du 26 juillet, des événements se sont déroulés à Niamey, la capitale du Niger, qui se sont transformés en coup d'Etat militaire. Dans la soirée, un groupe de militaire a déclaré sur la télévision nationale avoir mis fin au régime de la VII^e République et avoir créé un nouvel organe : le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). Dans cette première déclaration, ils ont assuré respecter tous les engagements internationaux auquel le Niger avait souscrit, ainsi que les droits civiques et humains, et la protection de l'intégrité physique des autorités déchues.

Le lendemain, il y a eu des scènes de liesse, à Niamey, à Dosso et à Tillabéry. Des centaines de personnes sont descendues dans les rues pour soutenir le coup d'Etat contre Bazoum. Le vendredi 28, le général Abdourahmane Tiani, président du CNSP, a pris la parole pour évoquer des préoccupations qui font écho aux aspirations légitimes des Nigériens : la corruption, l'impunité, la mauvaise gestion de la crise sécuritaire, des libérations extrajudiciaires de terroristes, des recrutements de milices qui reçoivent des ordres du politique sans aucun respect du règlement militaire. Il a évoqué également le manque de coopération avec

le Burkina Faso et le Mali, pays avec lesquelles le Niger partage ses frontières dans la zone du Liptako qui est dangereusement affectée par le problème de l'insécurité. Il a dénoncé l'absence de résultats des « partenaires » du Niger dans la lutte contre le terrorisme, en dépit des discours distillés par les milieux politiques nationaux et internationaux. Par exemple, il s'est interrogé : comment comprendre l'armada qui a été déployée au niveau de Niamey pendant que des voyous qui circulent à moto continuent de commettre des exactions à 40-50 km de la capitale ? Enfin dimanche, les Nigériens sont descendus massivement dans la rue – près de 4 millions de personnes – pour soutenir les déclarations du CNSP et aussi pour dire que nous n'accepterons pas que la France, sous couvert de lutte contre le terrorisme, intervienne militairement dans les affaires du pays.

Le Niger occupe une situation stratégique pour la France. Ancienne colonie, son président Bazoum est un partenaire fidèle de Paris. Le pays a accueilli les militaires français repliés du Mali et du Burkina d'où ils ont été chassés et l'uranium extrait sur son territoire assure « l'indépendance énergétique » de la France. Est-ce que ce coup d'Etat remet en cause la nature de la relation France-Niger ?

Par rapport aux bases étrangères, il faut dire qu'ils vont quitter le Niger, de la

AFP

même façon qu'ils ont quitté le Mali et le Burkina Faso. Ça, ce n'est pas négociable, nous avons nos propres armées. Des bases nigériennes en France ou aux Etats-Unis, vous voyez bien que ce ne serait pas possible ! Alors à partir du moment où ils se sont installés de force dans nos pays et que les populations, constatant qu'il n'y a aucun résultat, demandent leur départ et bien il n'y a pas de choix, ils vont partir.

L'essentiel est de mettre fin à l'insécurité et ces « partenaires » en sont incapables. Plus de 800 écoles sont fermées dans la région de Tillabéry. Plus de 72 000 élèves ne vont pas à l'école. Des milliers de personnes se sont déplacées pendant cette saison agricole alors que les gens sont censés rester chez eux pour cultiver leur champ pour produire ce qui va leur permettre de vivre les neuf mois prochains. Et c'est durant cette période que les populations ont été déplacées, cela veut dire qu'ils ne vont pas travailler dans leurs champs et qu'ils seront en proie à l'insécurité alimentaire. Concernant les relations partenariales pour le commerce de l'uranium, je ne maîtrise pas le contenu des

accords entre les deux parties, mais si les nouvelles autorités estiment qu'ils n'arrangent pas le Niger, on peut demander leur révision.

Plus de 50 ans d'exploitations de l'uranium au Niger par la France, et même au niveau de la capitale de Niamey, la couverture en électricité des habitations n'est pas complète ! C'est un problème. Il faut savoir que nous sommes les propriétaires de la ressource. Si on ne s'y retrouve pas, on peut demander à les réviser, ou carrément arrêter ces accords. Le Niger est un Etat souverain.

Dans cette situation, que déclarent les syndicats ?

Au niveau des centrales syndicales, nous avons publié un communiqué qui prend acte des préoccupations qui sont soulevées dans les déclarations et nous avons mis en garde les chancelleries étrangères de toute intervention dans les affaires de notre pays. Les mesures que Macron est en train de prendre sont très préoccupantes pour nous. Il veut convoquer un conseil de sécurité en France sur une question nigérienne et s'appuie sur l'Union africaine et la

Cédéao pour envisager une intervention militaire au Niger.

Le peuple français sait-il réellement ce que Macron fait en Afrique ? C'est ça la guerre contre le terrorisme ? Quand on leur demande de partir, ils se révèlent être des forces d'occupation. Macron cherche à tromper l'opinion française en parlant de sentiments anti-français, c'est faux, nous apprécions les Français, mais détestons le système de destruction de nos pays. Le régime de Bazoum a été vomi comme l'a été le régime impérialiste au Mali, au Burkina Faso, ou en Guinée.

Donc c'est une marche qui est irréversible et il faut le comprendre dans ce sens-là. Les organisations syndicales restent vigilantes, sans soutien aveugle. S'ils essaient de dévier des principes qu'ils ont énoncés dans leur déclaration et bien nous ne serons pas d'accord. Et il faut savoir que plus jamais nous n'accepterons que notre pays soit pris en otage par quiconque. C'est un message qui doit être très clair. ■

Informations ouvrières n°668, semaine du 3 au 9 août 2023

« Nous exigeons la levée immédiate et sans conditions des sanctions injustes contre le Niger »

■ Entretien avec **Moussa Diallo**, secrétaire général de la CGT-B, Confédération générale du travail du Burkina Faso

Le 26 juillet, un coup d'Etat militaire est advenu au Niger. La France, les USA, la Cédéao, l'Union africaine... menacent de sanctions économiques et d'une intervention militaire si le président Bazoum ne revient pas rapidement au pouvoir. La population nigérienne est descendue massivement dans la rue ces derniers jours pour dénoncer les ingérences extérieures. Le gouvernement militaire de Guinée a dénoncé les sanctions économiques de la Cédéao et, quant au Burkina Faso et au Mali, ils menacent conjointement d'intervenir militairement pour défendre les putschistes nigériens en cas d'intervention de la Cédéao.

Comment la CGT-B analyse-t-elle cette situation ?

Moussa Diallo : Il faut commencer par condamner sans appel la recrudescence des coups d'Etat, aussi bien militaires que constitutionnels, en Afrique de l'Ouest en général et particulièrement dans la bande sahélo-saharienne. Soyons clairs et précis : la CGT-B condamne par principe le coup d'Etat militaire advenu au Niger. Comme vous le savez bien, les coups d'Etat sont des complots militaires ou civilo-militaires dont les objectifs sont inconnus généralement des peuples. Bien plus, l'impérialisme les utilise souvent pour briser l'élan de lutte des peuples pour un changement radical

en leur faveur. Nous pensons que ce qui se passe au Niger est l'expression des rivalités inter-impérialistes pour des positionnements géostratégiques et le contrôle des richesses minières et minéralières du Niger. Il y a donc une sorte de guerre par procuration qui se prépare contre le peuple nigérien. Et nous ne saurions soutenir ni les putschistes ni accepter les sanctions et les menaces d'intervention militaire de la Cédéao pour soi-disant rétablir le pouvoir légitime de Mohamed Bazoum. Nous sommes par principe contre les ingérences étrangères dans les affaires intérieures des Etats. C'est pourquoi nous ne cautionnons pas les sanctions prises par l'Uemoa (*Union économique et monétaire ouest-africaine, Ndlr*) et la Cédéao contre le Niger, car leurs conséquences seront désastreuses pour les travailleurs et le peuple nigériens. De ce point de vue, nous exigeons la levée immédiate et sans conditions des sanctions iniques et injustes contre le Niger qui ne feront qu'amplifier les souffrances des populations qui subissent déjà les affres des attaques terroristes.

Au Burkina Faso, près de 40 % du territoire est contrôlé par des groupes terroristes et la reconquête de ces territoires est la mesure prioritaire du gouvernement du capitaine Ibrahim Traoré : Volontaires pour la défense de

la patrie (VDP), taxes additionnelles sur divers produits de consommation, achat de nouveau matériel militaire... Comment se traduit cette politique sur le terrain et pour les travailleurs ?

Nous commençons par faire observer que le gouvernement avait sollicité l'accompagnement de l'unité d'action syndicale (UAS), à laquelle appartient la CGT-B, pour le prélèvement de 1 % des salaires par mois et l'application de nouvelles mesures fiscales comme effort de guerre. L'UAS avait en son temps signifié clairement aux autorités de la transition qu'elle ne saurait les accompagner dans la prise de mesures qui vont précariser davantage les conditions de vie et de travail des travailleurs en particulier et des populations en général. Elle avait suggéré au gouvernement de la transition d'orienter ses efforts dans le recouvrement des restes à recouvrer (Rar) qui remontaient à plus de 1 000 milliards de francs CFA, dans le recouvrement des créances de l'Etat dues par des dignitaires des régimes précédents (notamment par des anciens ministres et députés), la lutte contre la fraude fiscale et douanière, etc. Par ailleurs, l'UAS avait suggéré au gouvernement de la transition d'organiser et de former les populations dans les différents villages et de les doter en moyens afin que celles-ci puissent s'autodéfendre. Nous faisons malheureusement le constat que le

gouvernement a décidé du recrutement de VDP et de l'institution de nouvelles taxes qui viennent renchérir les prix des produits soumis à ces nouvelles taxes. Ces taxes additionnelles sont antisociales et anti-travail-leurs et vont certainement davantage détériorer les conditions de vie des populations qui sont les premières victimes de la crise sécuritaire. Du reste, l'application des nouvelles taxes sur les prestations des téléphonies mobiles a été contestée par les populations comme des mesures qui aggravent leur misère.

L'inflation a significativement augmentée, au moins depuis la crise du Covid-19, et s'est renforcée avec la guerre russo-ukrainienne, deux exportateurs majeurs de céréales, d'engrais ou d'hydrocarbures... L'augmentation des prix se répercute sur l'ensemble des

consommations. Par exemple, le 8 août prochain, une association de consommateurs burkinabès appelle pour la deuxième fois au boycott des télécoms (Orange, Moov, Telecel) pour dénoncer les prix de communication excessifs. Dans ce contexte économique tendu, comment se déroulent les négociations salariales des travailleurs du Burkina Faso pour le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat ?

Nous tenons à préciser que depuis la prise du pouvoir par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), aucune négociation salariale directe n'est encore ouverte entre le gouvernement et nos organisations. A l'occasion de la commémoration du 1^{er} Mai en 2022 et en 2023, nous avons transmis au gouvernement deux plates-formes revendicatives qui synthétisent les préoccupations des travailleurs et

dans lesquelles figure en bonne place l'augmentation du pouvoir d'achat des populations dans ce contexte de renchérissement continu du coût de la vie. Le gouvernement nous a transmis ses réponses aux revendications de l'année 2022 et a annoncé que des négociations vont s'ouvrir très prochainement sur ces revendications. Pour ce qui est des revendications de 2023, nous attendons toujours les réponses du gouvernement. Dans tous les cas, nous aviserons en temps opportun.

Voulez-vous ajouter quelque chose ?

Nous voudrions vous remercier de nous avoir donné la parole dans les colonnes de votre journal pour parler de la situation difficile que vivent les peuples de la sous-région ouest-africaine. ■

**Informations ouvrières n°669,
semaine du 10 au 16 août 2023**

Communiqué

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Non à l'intervention de la France au Niger, comme à toute intervention extérieure !

Depuis le 26 juillet, le gouvernement français, par la voix du président Macron et des ministres, multiplie les déclarations menaçantes vis-à-vis du Niger et de son peuple.

Le peuple du Niger a obtenu son indépendance en 1960 vis-à-vis de la puissance coloniale française, et pourtant l'armée française s'y est maintenue : aujourd'hui, 1500 soldats français sont présents au Niger, sur la base aérienne de la capitale, Niamey, avec quantité de blindés, d'hélicoptères d'attaque, d'avions de chasse et de drones Reaper armés de bombes. C'est la démonstration d'une présence militaire coloniale pour perpétuer l'exploitation et le pillage impérialiste.

Le président Macron a déclaré le 30 juillet qu'il ne « tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts » en parlant du Niger. Les « intérêts » invoqués par le président Macron sont connus, c'est l'enrichissement des multinationales qui pillent les pays d'Afrique.

Au Niger, ce sont particulièrement les intérêts des trusts impérialistes Total et Orano (ex-Areva), pour le pétrole et l'ura-

nium, alors même que le peuple du Niger est privé de tout.

Le 5 août, s'exprimant sur RFI, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colona, a brandi « une menace qu'il faut prendre très au sérieux d'intervention d'une force régionale » contre le Niger. Le gouvernement Macron pousse donc et s'associe à une intervention de la Cédéao au Niger.

L'Etat français a un bilan terrible d'interventions militaires criminelles pour imposer ses choix en Afrique. Rappelons les interventions françaises précédentes : en Libye, en 2011, avec bombardements massifs aériens et navals ; au Mali, en 2014. Ces interventions de l'armée française pour défendre les « intérêts » dont parle Macron n'ont servi qu'à déclencher pillages du sous-sol, crimes et violences contre les peuples d'Afrique, déracinement des populations et toujours plus de chaos. Aujourd'hui, la Libye n'existe plus comme entité nationale, son ancien armement a fini dans les mains de dizaines de milices et de gangs déstabilisant toute la zone sahélienne. Les conflits guerriers engendrés par la France et les autres impérialismes contraignent les populations

à fuir pour survivre et conduisent au sort infâme imposé aux réfugiés.

D'ores et déjà, des prises de position d'organisations syndicales et politiques se multiplient dans différents pays d'Afrique contre toute intervention étrangère, de la Cédéao ou de tout impérialisme au Niger.

Le POI est solidaire des travailleurs et du peuple du Niger dans leur combat pour la souveraineté, pour s'opposer à l'exploitation et aux guerres.

Le POI défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il appartient au peuple du Niger et à lui seul de décider de son avenir.

Le POI s'exprimera et agira pour renforcer, en France, l'opposition à toute volonté du gouvernement français d'intervenir au Niger.

**NON à toute intervention, militaire ou autre, de la France au Niger !
Non au soutien de la France à la Cédéao dans une guerre par procuration contre le Niger !
Retrait des troupes françaises du Niger !**

Paris, le 14 août

Message de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT)



Depuis sa fondation en 1991, l'Entente internationale des travailleurs s'est toujours prononcée contre l'ingérence politique et militaire de l'impérialisme.

C'est pourquoi elle considère qu'aujourd'hui c'est au peuple du Niger de décider souverainement et librement de son avenir. Elle dénonce les menaces d'intervention militaire de la part des gouvernements des Etats-Unis, de la France, et de la Cédéao et les menaces de rétorsions économiques. La souveraineté des peuples est imprescriptible. **3 août**

Ont également pris position et ont été publiés dans *Informations ouvrières* les communiqués et déclarations :
du PT d'Algérie, du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, d'Azanie/Afrique du Sud.



A Niamey, le 3 août.

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Sur www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules au choix :

100 % numérique

ou

numérique + journal papier



ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

- Par prélèvement mensuel : 7 euros**
 11 euros pour les plis clos
 Par prélèvement mensuel avec soutien : euros

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Datez et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

- 12 n^{os} : 20 euros 6 mois (25 n^{os}) : 35 euros
 1 an (51 n^{os}) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros
 10 n^{os} : 10 euros pour tout premier abonnement

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité :
 Département :

NOM, Prénom

N° : Rue, bd, av, etc. :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Bulletin à renvoyer à :
Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle.

Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : **FR69ZZZ442543**

Cadre réservé à l'administration du journal